


## ● Brokerage Contract



**MAC SA**  
Conseil & Services Financiers

MACSA

**Réservé à l'intermédiaire**

Identifiant unique N° \_\_\_\_\_

Compte N° / Code \_\_\_\_\_

Type Compte \* Client

Taux de Courtage \* 0.003

Code commercial 16

Compte d'origine \_\_\_\_\_

Qualité \* Personne Physique

Déposé \* ☒ Oui ☐ Non

Agence Commerciale \* Agence les Berges du LAC

### FORMULAIRE D'OUVERTURE DE COMPTE POUR PERSONNE PHYSIQUE

☒ Compte titres en gestion libre    ☐ Compte titres en gestion sous mandat    ☐ Compte épargne en actions libre

Le client a un mandataire \* ☐ oui ☒ non

**INFORMATIONS SUR LE TITULAIRE DU COMPTE**

Nom HMIDI Prénom TAKOUA Nationalité Tunisie

Date de naissance 2002-12-12 Lieu de naissance ezzahra Double nationalité \_\_\_\_\_

Statut du client \* Jeune Pays de résidence fiscale Tunisie

Trade House \* 0

Adresse

Adresse effective \* 7 rue zarzis Gouvernorat \* Ben Arous Délégation \* Bou Mhel El Bassa

Localité \* Bou Mhel Code postal \* 2097

Adresse courrier \_\_\_\_\_

Tél \* 55121240 Fax \_\_\_\_\_ Mobile \_\_\_\_\_ Email \* hmiditakoua@gmail.com

Sexe \* ☐ Homme ☒ Femme

Situation familiale ☒ Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Divorcé(e) ☐ Veuf(ve)

Le client est-il mineur ? \* ☐ Oui ☒ Non

Secteur d'activité \* Autre Profession \* étudiant Adresse professionnelle A \* tunis

CIN n° \* 09646364 Délivrée le \* 2020-08-31

Banque \_\_\_\_\_ Tél banque \_\_\_\_\_

Profil de risque ☒ Prudent ☐ Modéré ☐ Risqué

Degré de connaissance en matière d'investissement ☒ Faible ☐ Moyen ☐ Élevé

**INFORMATIONS FINANCIERES**

Sources des Fonds ☐ Salaire ☐ Pension ☐ Loyer ☒ Autre projet d'études( les parents)

à préciser \_\_\_\_\_

Évaluation annuelle des fonds (tous types de revenus) ☒ Sans revenu ☐ 0 à 50 mD ☐ 50 à 100 mD ☐ 100 à 500 mD ☐ > à 500 mD

Évaluation du patrimoine ☒ Néant ☐ 0 à 50 mD ☐ 50 à 100 mD ☐ 100 à 500 mD ☐ > à 500 mD

**PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE (PPE)**

Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnel ou administrative ? \*

☐ Oui ☒ Non

Une personne de votre famille ou de votre entourage exerce-t-elle ou a-t-elle exercé au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnel ou administrative ? \*

☐ Oui ☒ Non

**Déclaration d'auto-certification (FATCA)**

Indices d'Américanité selon la loi FATCA

Etes-vous de nationalité américaine ou de résidence américaine ?

☐ Oui ☒ Non

Disposez-vous d'un code TIN ?

☐ Oui ☒ Non

Etes-vous née aux Etats-Unis ?

☐ Oui ☒ Non

Disposez-vous d'une GREEN CARD ?

☐ Oui ☒ Non

Avez-vous une adresse/ domicile/ courrier aux Etats Unis ?

☐ Oui ☒ Non

Avez-vous une ligne téléphonique américaine ?

☐ Oui ☒ Non

Avez-vous ostoyé une procuration ou un pouvoir de signature en cours de validité, à une personne disposant d'une adresse aux Etats-Unis ?

☐ Oui ☒ Non

Effectuez-vous un virement permanent sur un ou plusieurs comptes aux Etats-Unis ?

☐ Oui ☒ Non

Si vous considérez que vous êtes un contribuable américain, prière de joindre le formulaire W-9 dûment rempli et signé à la présente déclaration.

Par contre si vous disposez de l'un des indices d'américanité sus indiqués et vous considérez que vous n'êtes pas un contribuable américain, prière de joindre le formulaire W-8BEN dûment rempli et signé à la présente déclaration.

Je certifie l'exactitude des informations communiquées et je m'engage à fournir à La Société d'Intermédiation en bourse MAC SA tout complément d'information avec justificatif et de l'alerter en cas d'éventuel changement.

J'autorise La société d'intermédiation en bourse MAC SA à communiquer à l'Internal Revenue Service (IRS) par l'intermédiaire du ministère des Finances Tunisien, les informations et documents me concernant ainsi que toute information additionnelle requise par l'IRS.

**INFORMATIONS IMPORTANTES**

Déclare être, suffisamment informé et averti sur les règles de fonctionnement du marché financier et des risques attachés ;

Déclare avoir pris connaissance des conditions d'ouverture, de fonctionnement et de transfert du compte et du barème des commissions dont ils acceptent ;

S'engage à mettre à jour ces informations et assume sa responsabilité sur leur véracité ;

Donne pouvoir entier à MAC SA ou à son représentant à faire fonctionner mon compte selon les normes et usages et à prélever les commissions y afférentes, et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

192.168.4.27:8081/profiles/customer-card/35749

1/4

MACSA

**Réservé à l'intermédiaire**

Identifiant unique N°

Compte N° / Code

Type Compte \*

Taux de Courtage \*

Code commercial

Compte d'origine

Qualité \*

Déposé \*

☒ Oui☐ Non

Agence Commerciale \*

Agence les Berges du LAC

Client

0.003

16

Personne Physique

Je soussigné demande par la présente l'ouverture d'un compte au sein de votre société d'intermédiation en bourse. Je déclare que tous les renseignements fournis aux présentes et tous les autres documents qui y sont attachés sont valides, exactes et précis. Je m'engage à respecter les règlements et les lois en vigueur.

Spécimen de signature du titulaire du compte  
(Veuillez signer les 3 cases)Spécimen de signature du mandataire  
(Veuillez signer les 3 cases)

(\*) Copie de la pièce

(\*\*) Personne Incapable : autorisation du juge

(en double exemplaires dont une copie reste en ma possession)

Chef d'agence

Directeur Back Office

Directeur Contrôle Interne

**DOCUMENTS À FOURNIR**

- Une copie de la carte d'identité nationale ;
- Une copie de la Carte d'Identité Nationale du mandataire (le cas échéant) ;
- En cas de préparation, le pouvoir doit être document signé par les parties (signature légalisée) ;
- Une copie de la Carte de séjour valide pour les étrangers résidents en Tunisie ;
- Une copie du passeport pour les non résidents (4 premières pages) ;
- Une attestation de résidence fiscale pour les non résidents de l'année (n-1) ;
- Un extrait de naissance pour les mineurs ;
- Une copie du W-9 ou du W-BEN pour la déclaration FATCA.

## CONVENTION D'OUVERTURE ET DE GESTION LIBRE D'UN PORTEFEUILLE TITRES

Entre:

La société d'intermédiation en bourse MAC S.A., société anonyme au capital de Cinq millions de Dinars (5.000.000 TND), agréement du CMF N°44/89 du 01 Mai 1998, immatriculée au registre de commerce de Tunis sous le N°B124301998, émetant domicile en son siège social sis Green Center- Bloc C , 2ème étage, Rue du Lac constance, Les Berges du Lac, 1053 Tunis et représentée aux fins des présentes par son Président Directeur Général, Mohamed Abdelwaheb Cherif.

Ci-après désignée par MACSA ou L'Intermédiaire d'une part

ET:			
Nom	HMIDI	Prénom	TAKOUA
Date de naissance	2002-12-12	Lieu de naissance	ezzahra
Adresse effective	7 rue zarzis, Bou Mhel, Bou Mhel El Bassa, Ben Arous, 2097, TN		
Adresse professionnelle			
Tel	55121240	Fax	
Mobile		Email	hmiditakoua@gmail.com
Résidence fiscale	TN	<input type="radio"/> Loi FATCA (Veuillez indiquer si vous êtes soumis à la loi Fatca)	
CIN n°	09846364	Delivré le	2020-08-31
Profil de risque	Prudent	Horizon de placement	Court terme
Mode d'entrée en contact avec MAC SA		A	
<input type="radio"/> Publiée <input type="radio"/> Démarchage <input type="radio"/> Recommandation <input type="radio"/> Appel Téléphonique <input type="radio"/> Autre		Degré de connaissance en matière d'investissement	
		tunis	
		Faible	

### Agissant pour mon propre compte

Ci-après désignée par -Le Contractuel- d'autre part

Il est préalablement exposé que:

Conformément à la réglementation en vigueur et particulièrement la loi N°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du Marché Financier et le Décret N°99-2478 du Premier novembre 1999 portant statut des intermédiaires en Bourse notamment ses articles 37 à 42, l'intermédiaire s'est assuré de la qualité et de la capacité du contractant à s'obliger à partir des documents qui lui ont été présentés et l'a informé de l'étendue des engagements à prendre et des pouvoirs accordés ainsi que de la nature des risques des marchés.

Le contractant a pris connaissance des obligations et droits que met à sa charge ou lui confère la réglementation en vigueur.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit:

**ARTICLE PREMIER :** L'intermédiaire ouvre au profit du contractant un compte-titres et conformément à l'article 49 du Décret N°99-2478 du Premier novembre 1999, l'ouverture d'un compte-titres par l'intermédiaire au profit du contractant nécessite l'ouverture d'un compte-espèces qui enregistre la contrepartie en numéraire des opérations auxquelles donne lieu les valeurs inscrites.

Le contractant déclare qu'il est majeur, possède la pleine capacité juridique et que les renseignements qu'il a fournis à l'intermédiaire sont exacts et sincères; et s'engage à informer l'intermédiaire par écrit de toute modification des informations qu'il a fournies lors de l'ouverture du compte concernant son adresse et sa capacité.

A défaut, l'intermédiaire ne peut être tenu responsable de l'inexactitude des informations dont il dispose sur la situation du contractant et ses éventuelles conséquences.

**I - SERVICES FOURNIS PAR L'INTERMEDIAIRE:**  
**ARTICLE 2 :** L'intermédiaire fournit au contractant les services suivants :

- Exécution des ordres,
- Tenue de comptes titres et espèces.

#### A-EXECUTION DES ORDRES

**ARTICLE 3:** Les ordres du contractant peuvent être reçus, soit par l'envoi d'un courrier (postal ou électronique), soit par la signature directement au siège de l'intermédiaire ou à l'une de ses agences, d'un ordre établi en double exemplaires, soit via le site internet de l'intermédiaire (Art 15 suivant).

Le contractant s'engage à confirmer les ordres téléphoniques par un écrit. En cas d'abstention, l'enregistrement fait foi.

**ARTICLE 4:** Les ordres reçus par l'intermédiaire doivent être horodatés dès leur réception. L'exécution des ordres se fera selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5:** Les ordres doivent contenir toutes les précisions nécessaires pour leur bonne exécution notamment :

- Le sens de l'opération (achat ou vente)
- Spécification de la valeur objet de la négociation
- Le marché de cotation de la valeur
- La quantité de titres
- Le cours limite d'exécution
- La durée de validité de l'ordre

• Le donneur d'ordre, le propriétaire ou le mandataire

Tout ordre incomplet ou imprécis ou même erroné ne sera pas exécuté par l'intermédiaire qu'après la réception d'instructions complémentaires suffisamment précises de la part du contractant. Le contractant fixe la durée de validité de son ordre dans les conditions prévues par le Règlement Général de la Bourse, pour le marché sur lequel il intervient.

**ARTICLE 6 :** Le client peut libeller ses ordres soit :

- L'ordre au cours d'ouverture : cet ordre est accepté dans la phase de pré ouverture et les périodes d'accumulation des ordres.
- L'ordre à cours limité : c'est un ordre par lequel l'acheteur fixe le prix maximal d'achat et le vendeur le prix minimal de vente.
- L'ordre à la meilleure limite : cet ordre est accepté uniquement en phase continue, il a pour vocation d'être exécuté dès son introduction à la meilleure limite des ordres de sens opposé.
- L'ordre au marché : cet ordre ne comporte pas de limite de prix.
- L'ordre Stop : c'est un ordre par lequel le donneur d'ordre souhaite intervenir sur le marché dès que le prix atteint un niveau fixé au préalable.
- L'ordre d'application : c'est un ordre par lequel l'intermédiaire produit et exécute simultanément deux ordres de deux clients de sens opposés, pour la même quantité et au même cours d'un titre donné.

**ARTICLE 7:** Le contractant se fera délivrer une attestation de dépôt pour tout montant déposé dans son compte. L'intermédiaire doit adresser au titulaire du compte, dans les cinq jours de bourse qui suivent le jour de percus et le montant net de la transaction dont son compte a été crédité ou débité.

Le contractant ne peut disposer des fonds crédités sur son compte par chèque ou par prélèvement qu'après l'expiration d'un délai de rejet de cinq jours de bourse pour les chèques et d'un délai de rejet de trois jours de bourse pour les prélèvements. Les titres que l'intermédiaire détient en conservation en tant qu'intermédiaire administrateur seront utilisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Le contractant accepte et assume, sans réserve, les conséquences découlant de l'exécution des ordres qu'il a donnés inhérent aux risques de marché, sauf infractions à la réglementation et aux usages boursiers, mauvaise foi, erreur ou négligence de la part de l'intermédiaire ou de ses préposés.

#### B - TENUE DE COMPTES TITRES ET ESPECES

**ARTICLE 9 :** L'intermédiaire doit, au moins une fois par trimestre, adresser à chaque titulaire d'un compte un relevé mentionnant le solde de départ en titres et en espèces, le solde final en titres et en espèces ainsi que les mouvements du trimestre. Si le titulaire du compte n'a pas reçu le relevé de compte dans les délais susvisés, il doit se manifester auprès de l'intermédiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contractant a librement accès aux informations concernant son compte par Internet ou par téléphone. Le contractant dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de l'envoi du relevé de compte par courrier ou par Internet pour formuler ses observations par écrit. L'absence de réclamation dans ce délai vaut approbation.

**ARTICLE 10 :** En ce qui concerne les opérations touchant les titres inscrits sur le compte et pour lesquelles le client est susceptible d'exercer un droit, l'intermédiaire adresse au contractant un avis précisant les modalités de règlement du CMF relatif à la tenue et à l'administration des comptes en valeurs mobilières.

**ARTICLE 11 :** Le contractant autorise l'intermédiaire, en vertu de la signature des présentes, à utiliser l'excédent de trésorerie déposé dans son compte espèces, au vu de lui acquiescer des actions FIDELITY SICAV (risque quasi-nul). L'intermédiaire s'engage à vendre lesdites actions FIDELITY SICAV, afin de se procurer la trésorerie nécessaire au financement des opérations d'achat en bourse, en exécution d'un ordre d'achat émanant du contractant.

**ARTICLE 12 :** Sauf restriction légale, le contractant peut à tout moment clôturer ou transférer son compte auprès de tout autre banque ou intermédiaire en bourse. Dans ce cas il doit formuler une demande de clôture ou transfert en ce sens. Il doit être procédé, obligatoirement entre les parties, à l'arrêté de la composition du portefeuille : un procès-verbal en est dressé conformément aux dispositions du statut des intermédiaires en bourse. S'il n'y a pas de contestation entre les parties, les fonds liquidés sont restitués directement au contractant et les titres sont transférés dans le compte préalablement ouvert par ce dernier auprès du nouvel intermédiaire en bourse qu'il a choisi dans un délai ne dépassant pas trois jours de bourse et ce conformément aux articles 32,33 et 34 du règlement du CMF relatif à la tenue et à l'administration des comptes en valeurs mobilières.

**ARTICLE 13 :** Le contractant autorise par la signature des présentes, l'intermédiaire, à acheter les droits rompus lors des augmentations de capital dans le cas où la trésorerie de son compte est positive (compte créditeur). D'autre part, le contractant autorise par la signature des présentes, l'intermédiaire, à vendre les droits qui lui ont été accordés, lorsque la trésorerie de son compte n'est pas créditrice.

**ARTICLE 14 :** Le compte peut être clôturé à n'importe quel moment à la demande du contractant, et ce par l'envoi d'une lettre recommandée. La clôture de compte prend effet dès la réception de la lettre recommandée par l'intermédiaire.

L'intermédiaire se réserve le droit de mettre fin à tout moment aux relations qu'il entretient avec le contractant par le biais d'un préavis signifié un mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

La clôture du compte intervient sans préavis en cas de décès ou d'incapacité du client.

Si la clôture du compte fait apparaître un solde, espèces, créancier en faveur du contractant il lui sera restitué après déduction des frais, taxes, commissions revenant à l'intermédiaire. Le compte ne doit en aucun cas présenter un solde débiteur. Dans le cas où le compte viendrait cependant à être débiteur, l'intermédiaire en Bourse est habilité à exercer son droit de rétention. Il est autorisé par le contractant à prélever les commissions restées sans effet durant trente jours. Ce délai n'est pas requis dans le cas où le contractant demande le transfert de son portefeuille.

**C - TRANSMISSION DES ORDRES VIA SITE INTERNET**  
**ARTICLE 15:** L'intermédiaire met à la disposition du client un service de réception et d'exécution d'ordres de Bourses via un site Internet dédié à cet effet.

**ARTICLE 16 :** Le contractant peut transmettre ses ordres de Bourse à l'intermédiaire via le site Internet de l'intermédiaire.

**ARTICLE 17 :** Les ordres électroniques transmis par le client sont identifiés grâce à un identifiant unique soit par : mot de passe exigé au niveau du site.

**ARTICLE 18 :** Dans les 72 heures suivant la signature de cette convention l'intermédiaire en Bourse remettra au client, gratuitement, son mot de passe. Le Mot de passe sera transmis au client soit par :

- E-mail
- Courrier

**ARTICLE 19 :** Le Client pourra modifier son mot de passe, une ou plusieurs fois.

**ARTICLE 20 :** Tout ordre comprenant les éléments d'identification d'un client est présumé être transmis par le Client. L'intermédiaire n'est en aucun cas responsable de toute utilisation abusive ou frauduleuse, de l'identification du client par une tierce personne, si l'obtention des éléments d'identification résulte de la négligence ou de la faute du client ou par un acte volontaire de sa part.

**ARTICLE 21 :** L'ordre est réputé transmis par le client, lorsqu'il accomplit deux phases cumulatives :

- 1ère phase : il détermine les caractéristiques de cet ordre sur le site de l'intermédiaire.



2ème phase : il confirme son ordre sur une fenêtre résumant les caractéristiques de son ordre.

ARTICLE 22 : En cas d'interruption du service de réception et d'exécution d'ordres de Bourse via un site Internet dédié à cet effet, le client peut recourir aux autres moyens de transmission d'ordre (par écrit ou par téléphone confirmé par écrit). En cas de dysfonctionnement du système de réception des ordres, MAC SA doit s'efforcer d'informer les utilisateurs de la nature et la durée prévisible du dysfonctionnement.

ARTICLE 23 : L'intermédiaire n'est en aucun cas responsable des défaillances techniques pouvant faire obstacle à la bonne transmission et réception de l'ordre.

ARTICLE 24 : Dès la réception de l'ordre, l'intermédiaire procède à une vérification automatique au niveau :

- du compte du client pour s'assurer de l'existence de provision ou de couverture
- de la cohérence de l'ordre avec les conditions du marché.

ARTICLE 25 : Si la vérification automatique révèle une insuffisance de provision ou une incohérence de l'ordre, Cet ordre est bloqué par le système de vérification automatique. En cas de blocage par le système le Client est avisé des raisons de ce blocage.

ARTICLE 26 : Si la vérification électronique ne révèle aucune anomalie, l'intermédiaire devra exécuter l'ordre. L'intermédiaire assume la responsabilité de la bonne exécution de l'ordre.

ARTICLE 27 : L'intermédiaire doit conserver sur support informatique non altérable, une copie des opérations effectuées. Les enregistrements sur le support informatique constituent, la preuve des opérations effectuées.

ARTICLE 28 : En cas de contestation, l'intermédiaire doit fournir au client toute information relative aux opérations enregistrées.

**II-CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION : (ANNEXE 1)**

ARTICLE 29 : L'intermédiaire sera rémunéré par les courtages perçus sur les transactions boursières, et par les frais mentionnés en annexe de la présente convention. Les frais d'ouverture sont payés d'avance. Les frais sont annuels, en HTVA et sont payables semestriellement en sus des frais perçus par la bourse. Le titulaire accepte les termes de ces conditions tarifaires et s'engage à supporter les commissions et frais en vigueur à ce jour.

Tout projet de modification des commissions sera porté à la connaissance du contractant par tout moyen laissant une trace écrite, avec un délai de 45 jours avant la prise d'effet. L'avis comportera une sommation d'un mois, à compter de la réception de l'avis, pour permettre au contractant de s'opposer à la modification. Le défaut, de contestation par écrit vaut acceptation de la modification.

**III- RESPONSABILITÉS:**

ARTICLE 30 : Le contractant reconnaît qu'il lui appartient de satisfaire aux obligations légales et réglementaires, notamment au regard de la réglementation fiscale et de change en vigueur. L'intermédiaire ne peut être tenu responsable de l'éventuelle commission d'une infraction du contractant.

ARTICLE 31 : Le contractant peut donner une procuration à un tiers l'autorisant en sa qualité de mandataire à effectuer des opérations sur son ou ses comptes. Cette procuration demeure valable jusqu'à la réception par l'intermédiaire d'une lettre recommandée avec avis de réception, de sa révocation expresse par le contractant ou la renonciation du mandataire. Elle cesse également en cas de décès du client ou du mandataire.

ARTICLE 32 : L'intermédiaire s'engage à déployer ses meilleurs efforts pour que le contractant ait un accès optimal aux produits et services. L'intermédiaire n'est pas tenu à cet effet à une obligation de résultat.

ARTICLE 33 : En application de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, l'intermédiaire est tenu de :

- Déclarer les sommes et opérations douteuses, du blanchiment d'un tel trafic ou d'une activité criminelle
- S'informer auprès du contractant en cas d'opérations paraissant inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors par ce dernier. Cette information porte sur l'origine et la destination des sommes en cause ainsi que sur l'objet de la transaction.

Tout paiement pour un montant supérieur à 5000 dt doit s'effectuer obligatoirement, au nom de l'intermédiaire en bourse par virement, chèque ou tout autre moyen de paiement et ce conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 34 : Le service fourni par l'intermédiaire pour les comptes de gestion libre étant un service d'exécution simple d'ordres pour le compte de tiers, ne comportant ni conseil en investissement ni gestion de portefeuille, le contractant est informé.

ARTICLE 35 : Le contractant peut à tout moment s'adresser au chargé de clientèle de l'intermédiaire afin de résoudre tout problème relatif à la bonne exécution des ordres. Si le désaccord éventuel demeure, le contractant de clientèle, par lettre recommandée avec avis de réception envoyée à l'intermédiaire, avant toute plainte contentieuse.

ARTICLE 36 : La validité de l'attestation de résidence fiscale étant d'une année, il incombe au client de la renouveler automatiquement.

En cas de défaut de renouvellement la responsabilité de l'intermédiaire ne sera pas engagée.

ARTICLE 37 : MAC-SA confirme qu'elle est une institution conforme à la réglementation FATCA. MAC-SA peut demander des informations supplémentaires auprès de ses clients en vertu de cette réglementation. MAC-SA n'est pas en mesure de fournir, des conseils fiscaux ou toute autre opinion à l'égard du statut fiscal de ses clients en vertu des règles FATCA.

MAC-SA est inscrite à l'Administration fiscale Américaine (Internal Revenue Service) comme un établissement financier étranger (FFI) participant soumis à un accord intergouvernemental signé le 13 Mai 2019 (GIN ZSUJ01.99999.SL.788).

**IV-PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL**

Article 38 : Le client est informé que la collecte de ses données à caractère personnel et leur traitement par «MAC SA», sont nécessaires pour la gestion de son dossier et la réalisation de ses transactions, et de ce fait :

- Le client autorise expressément «MAC SA», de procéder au traitement de ses données à caractère personnel
- Le client est informé que dans le cadre de l'exercice normal de son activité, «MAC SA», est tenue légalement de communiquer certaines données à caractère personnel au Conseil du Marché Financier, l'Internal Revenue Service (la loi FATCA du 18 mars 2010).
- «MAC SA», s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité des locaux et des systèmes d'information pour empêcher que les données personnelles du client ne soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. (Exception faite des déclarations envers l'administration fiscale ou sur enquête judiciaire).
- Le client peut demander à tout moment l'accès aux données à caractère personnel le concernant, leur rectification, leur effacement (dans la mesure où cela n'empêche pas la bonne exécution du contrat ou le respect des obligations légales de «MAC SA», et la limitation d'un ou plusieurs traitements particuliers de données le concernant, dans les conditions prévues par la réglementation.

Pour exercer ces droits et notamment celui d'accès, le client peut s'adresser à «MAC SA», par courrier électronique ou par voie postale.

**V-COMPÉTENCE JUDICIAIRE:**

ARTICLE 39: Les litiges seront résolus à l'amiable entre les deux parties. Si le différend persiste, seules les juridictions de Tunis I seront compétentes.

**VI-MODIFICATION LEGALE:**

ARTICLE 40 : Toute modification légale (législative ou réglementaire), pouvant toucher n'importe quelle disposition de cette convention entrainera la conclusion d'un avenant ou d'une nouvelle convention.

**LE CONTRACTANT**

Lu et approuvé, bon pour pouvoir  
(Inscrire obligatoirement à la main et parapher les 2 pages)

Frais en Dinars	Compte Libre	Assiète
<b>Frais d'ouverture de compte</b>	15	Frais/frais
<b>Frais de tenue de compte</b>		
0 DT< pf <10 000 DT	50	
10 001 DT< pf <50 000 DT	70	
50 001 DT< pf <100 000 DT	150	
100 001DT< pf <200 000 DT	200	
200 001 DT< pf <500 000 DT	300	
500 001 DT < pf <1 000 000 DT	500	
pf >1 000 001 DT	700	
<b>Commission fixe de Gestion</b>	1%	La valeur du portefeuille évaluée annuellement
<b>Commission variable de Gestion</b>	10%	La valeur du portefeuille évaluée annuellement
<b>Frais de courtage</b>	0.8%	Le différentiel entre le rendement réel et le rendement minimum exigé (Moyenne TMM + 3%)
<b>Frais de transfert/titigne</b>	20	Le montant brut de la transaction (cours * quantité)
<b>Frais de clôture de compte</b>	20	Frais fixes.
Frais de souscription et de rachat FIDELITY OBLIGATIONS SICAV, FIDELITY SICAV PLUS, et aux FCP gérés par MACSA	-	Frais fixes.
<b>Frais de Nantissement</b>	150	Sans frais.
Les frais d'ouverture sont payés d'avance.		Frais fixes
Les frais sont annuels, en HTVA et sont en sus des frais perçus par la bourse.		

## Relations

Id	Nom	Prenom	Nationalité	D. naissance	Relation	Raison Sociale
----	-----	--------	-------------	--------------	----------	----------------

## Account's Movements

## EXTRAIT DE COMPTE

29/12/2023

<b>HMIDI TAKOUA</b>		
Code	62 069	
7 rue zarzis		Ben Arous
		2 097

DATE	LIBELLE	DEBIT	CREDIT
04/12/2023	0 ESPECE		200,000
11/12/2023	0 ACHT. ACTION : 10 SOTUMAG à 4,890	49,171	
11/12/2023	0 ACHT. ACTION : 6 MPBS à 4,950	29,864	
11/12/2023	0 ACHT. ACTION : 9 ATELIER MEUBLE INT à 4,200	38,009	
11/12/2023	1 F TIMBRE	1,000	
12/12/2023	0 ACHT. ACTION : 2 TPR à 4,990	10,035	
12/12/2023	1 ACHT. ACTION : 20 CARTHAGE CEMENT à 1,960	39,417	
12/12/2023	1 F TIMBRE	1,000	
20/12/2023	0 ACHT. ACTION : 3 ONE TECH HOLDING à 8,490	25,611	
20/12/2023	0 VTE. ACTION : 20 CARTHAGE CEMENT à 1,880		37,392
20/12/2023	0 VTE. ACTION : 6 MPBS à 5,190		30,968
20/12/2023	1 F TIMBRE	1,000	
21/12/2023	0 VTE. ACTION : 9 ATELIER MEUBLE INT à 4,400		39,381
21/12/2023	1 VTE. ACTION : 2 TPR à 4,980		9,905
21/12/2023	1 F TIMBRE	1,000	
22/12/2023	0 VTE. ACTION : 10 SOTUMAG à 4,860		48,331
22/12/2023	0 VTE. ACTION : 3 ONE TECH HOLDING à 8,550		25,508
22/12/2023	1 ACHT. ACTION : 6 BH à 11,800	71,192	
22/12/2023	1 ACHT. ACTION : 5 ATTJARI LEASING à 16,700	83,962	
22/12/2023	1 ACHT. ACTION : 3 ENNAKL AUTOMOBILES à 12,000	36,199	
22/12/2023	1 F TIMBRE	1,000	
27/12/2023	0 VTE. ACTION : 6 BH à 11,960		71,363
27/12/2023	1 VTE. ACTION : 3 ENNAKL AUTOMOBILES à 12,050		35,950
27/12/2023	1 F TIMBRE	1,000	
Total des mouvements		389,460	498,798

Solde du compte au 29/12/2023 109,337

En cas de contestation sur le contenu de ce relevé, nous vous prions de contacter votre agence dans un délai maximum de un mois à dater de la réception du-dit relevé.

**MAC S.A.**

**Intermédiaire en Bourse**

Agrément N° 44/98 du 1/5/98

Green Center, Bloc C 2ième étage,

Rue du Lac Constance, 1053, Les Berges du Lac

Tél : 71 137 600 Fax : 71 960 959

**RELEVÉ DU COMPTE  
TITRES**

29/12/2023

**CODE CLIENT :** 62069

<b>HMIDI TAKOUA</b>	
7 rue zarzis	Ben Arous
	2097

Nous avons l'honneur de vous communiquer le relevé  
de votre compte titres à la date de ce jour.

VALEUR	ETAT DE VALEUR	QUANTITE	COURS MOYEN	ESTIMATION*	COURS A LA DATE	MONTANT A LA DATE*	POURCENTAGE
ATTIARI LEASING	Libre	5	16.700	83,500	16.800 29/12/2023 (	84,000	0.60 %
				83,500		84,000	

Montant des actions 84,00  
Trésorerie Disponible 109,337  
Capital actuel 193,337

Le délégué général

\* Montants bruts présentés à titre indicatif (prière nous aviser en cas d'erreur)